

**Point de presse de la porte-parole -  
Russie/Entretien de M. Jean-Yves  
Le Drian avec son homologue russe  
- États-Unis/France/Commerce  
extérieur - Turquie - Corée du Nord  
- Libye - Processus de paix au  
Proche-Orient - Syrie - Venezuela -  
Croatie/Slovénie  
(Paris, 06 juillet 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Russie - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue russe (Paris, 6 juillet 2017)

M. Jean-Yves Le Drian reçoit ce soir M. Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Leurs échanges porteront principalement sur la lutte contre le terrorisme, la crise syrienne, la situation à l'est de l'Ukraine ainsi que sur la coopération bilatérale. La mise en place du «dialogue de Trianon», proposé par le président de la République le 29 mai lors de la visite du président Vladimir Poutine à Versailles sera notamment évoquée.

Cette visite s'inscrit dans la continuité des échanges entre les autorités françaises et russes depuis l'élection du président de la République : visite du président Vladimir Poutine à Versailles le 29 mai, visite de M. Jean-Yves Le Drian à Moscou le 20 juin.

Comme le ministre l'a dit lors de sa visite à Moscou, «nos deux pays partagent une même responsabilité vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationales en raison de notre rôle de membre permanent du conseil de sécurité. (...) Nous cherchons à travailler ensemble de manière pragmatique, de manière concrète, à la résolution de problèmes qui nous affectent autant qu'ils affectent la Russie».

2 - États-Unis - France - Commerce extérieur

Q - Pouvez-vous nous détailler les échanges commerciaux franco-américains en 2016 comparé à 2015 ?

R - Selon les chiffres des douanes françaises, les échanges commerciaux en 2016 se caractérisent par une stabilité des exportations françaises par rapport à 2015, qui s'élèvent à 32,6 milliards d'euros, et un accroissement des importations.

Le déficit commercial de la France est passé de 2,25 milliards d'euros en 2015 à 3,22 milliards d'euros en 2016.

### 3 - Turquie

Q - Quelle est votre réaction à la détention du président de la branche turque d'Amnesty International ?

R - Nous sommes préoccupés par l'arrestation de Mme Idil Eser, directrice d'Amnesty International en Turquie, conjointement avec sept autres personnes.

En liaison avec notre ambassade à Ankara, nous suivons avec attention sa situation.

### 4 - Corée du Nord

Q - Est-ce que l'utilisation de la force militaire pour résoudre la crise nord-coréenne est une option crédible selon Paris ?

R - Face à la menace que représente la Corée du Nord pour la paix et la sécurité régionale et internationale, la communauté internationale doit réagir avec la plus grande fermeté.

L'objectif est de mobiliser l'ensemble des instruments diplomatiques en vue de parvenir par le dialogue à un démantèlement complet, vérifiable et irréversible des programmes nucléaire et balistique nord-coréens.

La France poursuit ses efforts en ce sens.

### 5 - Libye

Q - Le maréchal Haftar a annoncé la libération totale de Benghazi. Quelle est votre analyse de la situation sur le terrain ? Cela lui donne-t-il plus de poids dans les futures négociations pour une solution politique ?

R - La France salue toutes les avancées dans la lutte contre le terrorisme, comme celles actuellement enregistrées par les forces du général Haftar contre les groupes terroristes présents à Benghazi.

Pour que ces succès soient durables, il faut qu'une armée libyenne régulière sous l'autorité du pouvoir civil puisse être constituée afin de contrôler l'ensemble du territoire libyen et ses frontières.

C'est dans cet objectif, et pour parvenir à une solution inclusive sur la base de l'accord politique inter-libyen, que la France oeuvre à la relance du processus politique. Nous avons salué la rencontre entre le Premier ministre Fayezi Sarraj et le général Khalifa Haftar le 2 mai, qui a constitué une première étape positive. Nous soutenons également le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, dans les efforts qu'il va conduire pour promouvoir le dialogue entre les parties libyennes et mettre en cohérence les initiatives diplomatiques.

## 6 - Processus de paix au Proche-Orient

Q - Le président Macron a réaffirmé hier l'engagement de la France en faveur d'une solution à deux États, mais concrètement, que va faire Paris ? L'initiative française sur le Proche-Orient lancée sous le président Hollande est-elle toujours d'actualité ?

R - Comme l'a rappelé hier le président de la République, l'engagement de la France en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien est constant.

Le président de la République a indiqué que, pour atteindre cet objectif essentiel pour la paix et la stabilité dans la région, il est «indispensable que nous puissions poursuivre les différentes initiatives qui ont été lancées ces derniers mois» et que «la France y jouera son rôle».

## 7 - Syrie

Q - Vous avez parlé hier d'une initiative franco-allemande à l'OIAC sur les armes chimiques en Syrie. Est-ce une simple déclaration ou est-ce qu'il y a un projet concret de procéder à un vote entre membres de l'organisation ?

R - La France et l'Allemagne ont présenté le 5 juillet une déclaration conjointe lors de la réunion extraordinaire du conseil exécutif de l'OIAC.

Le conseil exécutif de l'OIAC se réunissait pour s'exprimer sur les rapports de la mission d'établissement de faits en Syrie de l'OIAC. L'un de ces rapports a conclu que deux victimes avaient trouvé la mort suite à une exposition au gaz moutarde à Oum Oush en septembre 2016. L'autre a conclu, sans équivoque, que du sarin, agent neurotoxique de guerre interdit par la convention d'interdiction des armes chimiques, a été utilisé dans une attaque chimique à Khan Cheykhoun le 4 avril.

Face à cette violation manifeste de la convention d'interdiction des armes chimiques, la France et l'Allemagne ont estimé nécessaire de mobiliser sans attendre la communauté internationale en soutien aux conclusions de ces rapports.

Le conseil exécutif de l'OIAC se réunira à nouveau la semaine prochaine en session ordinaire.

## 8 - Venezuela

Q - Le Parlement vénézuélien a été hier le théâtre de violences, avec des blessés. Comment la France entend y réagir ?

R - La France condamne fermement les agressions physiques dont ont été victimes hier des parlementaires et des personnels de l'Assemblée nationale à Caracas, alors que le Venezuela commémorait son indépendance.

Il n'y a pas d'État de droit sans respect des institutions, ni de démocratie sans un parlement souverain et des parlementaires libres d'exercer leur mandat à l'abri de toute pression et de toute violence.

Alors que le Venezuela traverse de fortes tensions depuis plusieurs mois, la France appelle à l'arrêt de toutes les violences, au dialogue et au respect de la démocratie vénézuélienne.

## 9 - Croatie - Slovénie

Q - Quelle est la position de la France sur le différend territorial entre la Croatie et la Slovénie sur la baie de Piran ?

R - Comme l'ont indiqué le vice-président de la Commission Frans Timmermans et plusieurs de nos partenaires européens, nous espérons que ce différend territorial pourra être réglé rapidement de façon définitive, dans un esprit constructif, d'apaisement et de dialogue.

Nous avons pris note de la décision rendue le 29 juin par le tribunal arbitral et espérons que la sentence arbitrale sera respectée.

Tant pour l'avenir de l'Union européenne que pour la stabilité régionale des Balkans occidentaux, il est de la plus grande importance de résoudre ce différend entre deux États membres fortement engagés en faveur de l'intégration régionale./.